

**Arrêté temporaire n°RA-24/1778
Portant réglementation du stationnement**

RUE DE HIRSINGUE

Madame la Maire

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU l'ordonnance n° 45-1968 du 1er septembre 1945 relative à l'étatisation de la police dans la région de Strasbourg

VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-10

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU l'arrêté portant sur la délégation de signature de Mme le Maire

CONSIDÉRANT que des travaux de réfections partielles en enrobés rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu

ARRÈTE

Article 1

Du 26 août 2024 au 30 août 2024, afin de permettre la réalisation de travaux de réfections partielles en enrobés, RUE DE HIRSINGUE à MULHOUSE, le règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967 est temporairement modifié conformément aux articles suivants, selon l'avancement des travaux et les besoins du chantier.

Article 2

À compter du 26 août 2024 et jusqu'au 30 août 2024, les prescriptions suivantes s'appliquent

RUE DE HIRSINGUE de la RUE DE REININGUE jusqu'à la RUE DE HEIMSBRUNN :

- **Le stationnement des véhicules est interdit des 2 côtés . Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et possible de mise en fourrière immédiate ;**
- **Circulation interdite, sauf riverains une mise en impasse est instaurée de part et d'autre de l'emprise des travaux ;**
- **Neutralisation de la piste cyclable, hors piste à hauteur des travaux ;**
- **Les piétons sont invités à emprunter le trottoir opposé aux travaux au moyen d'une signalisation adaptée ;**

RUE DE HIRSINGUE de la RUE DE REININGUE jusqu'à la RUE DE BRUNSTATT

- **Pendant la durée des travaux le sens de circulation sera inversé, la circulation est autorisée vers et jusqu'au giratoire avec la RUE DE BRUNSTATT, instauration provisoire d'un cédez le passage à hauteur du giratoire de la RUE DE BRUNSTATT ;**

RUE DE REININGUE

- **Interdiction de tourner à droite, sauf riverains de la RUE DE HIRSINGUE ;**
- **Une obligation de tourner à gauche est instaurée vers et jusqu'au giratoire RUE DE BRUNSTATT ;**

RUE DE BRUNSTATT giratoire avec la RUE DE HIRSINGUE vers et jusqu'à la RUE DU CHATEAU ZU-RHEIN

- **Circulation interdite, déviée par les RUES DE BRUNSTATT, GALILEE, HEIMSBRUNN .**

Article 3

Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par les soins et aux frais de l'entreprise STP MADER chargée des travaux.

La signalisation temporaire du chantier devra être conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (signalisation temporaire) du 7 juin 1977.

Article 4

Les véhicules qui stationneront en infraction seront enlevés et mis en fourrière aux frais et aux risques de leur propriétaire, conformément aux articles L 325-1 et R 325-12 et suivants du code de la route ou à l'article 17 du règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de Mulhouse du 15 septembre 1967.

Article 5

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mulhouse et

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mulhouse, le 19/08/2024

Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée



Claudine BONI DA SILVA

DIFFUSION:

- Mader
- Madame la Maire

Les arrêtés de circulation sont mis à disposition du public à la Mairie sis 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse ou sis au Service Voirie 34 rue Lefebvre à Mulhouse.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.